

# Les « laïcs » pressent le CDH

## COURS DE CITOYENNETÉ Un test de résistance pour la majorité francophone PS-CDH

► Les organisations laïques militent pour l'organisation de deux heures de citoyenneté dans l'officiel.

► Marginal mais symptomatique : certains auraient bien vu, pour le coup, une coalition PS-MR...

La logique veut que les associations et organisations composant le mouvement laïque ne restent pas au balcon dans le vif débat sur l'organisation du cours de citoyenneté. Sachant que ce débat est social mais aussi politique, et qu'il agite la majorité PS-CDH en Communauté française ou Fédération Wallonie-Bruxelles, la logique, toujours elle, veut que les mêmes organisations interviennent à leur façon dans l'épreuve de force entre partenaires de coalition. Et elles ne s'en privent pas.

Regroupées au sein du Cedep, Centre d'étude et de défense de l'école publique (du CAL, le Centre d'action laïque, à la Fapeo en passant par la CGSP ou la Ligue de l'Enseignement), elles « multiplient les contacts auprès des cabinets ministériels, des partis et des parlementaires tous azimuts », confie un responsable en leur sein. Une campagne militante comme on n'en avait plus vu, probablement un peu en compensation de l'autre grand changement-chambardement qui

n'aura pas lieu, inaccessible celui-là ; on veut parler de l'abolition des réseaux d'enseignement pour l'avènement d'une seule grande école publique. Passons. En particulier, les cabinets et le parti socialistes sont intensément sollicités sur l'air « obtenez des résultats », pendant que les centristes humanistes sont, eux, pressés de

« bouger ».

En l'occurrence, les « laïcs », chacun avec leurs différences d'appréciation, se dépensent, en public et en coulisse, en faveur de

l'organisation de deux heures de citoyenneté dans l'enseignement primaire et secondaire officiel, au lieu des cours de religion et de morale actuellement : « *Ce serait un basculement, un changement de paradigme, et il devrait bel et bien avoir lieu sous cette législation, c'est trop important.* » Ce qui nécessite d'aller un (grand) pas plus loin que la déclaration de politique communautaire (l'accord de gouvernement francophone de juillet 2014), qui prévoit l'organisation d'une heure de citoyenneté. Et, au passage, de forcer la main au CDH (le PS est partant), du moins de le convaincre, avec Benoît Lutgen, son président, d'aller franco dans cette direction, malgré les résistances dans le monde catholique.

### Freins et résistances

Au sein même des associations et organisations laïques, en particulier auprès des syndicats, nombreux attirent l'attention sur les problèmes à régler sur le plan social : gare aux licenciements ;

qu'advient-il des profs de religion et de morale ?, et quid des titres requis ? Mais tous s'entendent sur le but à atteindre et la pression à exercer dans ce sens : la réforme du Pacte scolaire, la programmation de cours de citoyenneté à raison de deux heures/semaine, graduellement mais sans tergiverser. Au Cedep, ils appellent cela « cours d'éducation philosophique, éthique et citoyenne ». Et certains évoquent même la « coalition laïque » associant PS et MR, qui, d'après eux, eût pu boucler l'affaire.

Des voix qui restent marginales, parfois les mêmes qui avaient plaidé dès l'origine, en 2014, pour une majorité violette, mais qui traduisent assez une forme d'impatience à propos d'une évolution sociétale dont tout le monde louait les avantages après les attentats contre *Charlie*, mais freinée malgré tout, sujette à des résistances légitimes et néanmoins réelles : « *Pensez à ceci notamment : si l'on fait évoluer de cette manière l'enseignement officiel, avec l'ouverture à des cours, obligatoires, de citoyenneté, cela pousserait l'enseignement libre à évoluer lui aussi, par contagion, donc à toucher à ses fondamentaux, les cours de religion. Vous n'y pensez pas...* »

Pour autant, le dossier « avance » chez Joëlle Milquet, ministre de l'Éducation, et l'idée d'une coalition PS-MR reste d'autant plus une construction intellectuelle que rouges et bleus se divisent sur le socio-écono-

mique (la suédoise de Charles Michel déchaîne les antagonismes) et qu'au sein du PS, plusieurs soupçonnent le MR, si la législature fédérale devait aller à son terme positivement, de nourrir l'ambition d'évincer les socialistes de Wallonie...

Reste que la campagne « laïque » n'est pas un vain mot, qu'elle met la pression sur le CDH, qu'elle représente un paramètre dans l'équation politique au sud du pays, et qu'au détour de ce dossier, PS et CDH négocient un tournant : vers une majorité francophone querelleuse ou une autre harmonieuse. Le MR observe tout cela avec attention. ■

DAVID COPPI

### ÉTAT DES LIEUX

#### Une ou deux heures ?

Actuellement, l'enseignement officiel délivre 2 h/semaine de religion ou de morale. La déclaration de politique communautaire prévoit l'organisation d'un cours de citoyenneté, d'1 h/semaine. A partir de septembre 2015, il y aura 2 h/semaine de religion, de morale ou d'EPA (encadrement pédagogique différencié offert aux élèves demandant à être dispensés des cours de religion ou morale). A partir de septembre 2016, ce sera 1 h/semaine de religion, morale ou d'EPA, et 1 h/semaine de citoyenneté. Le dossier est entre les mains de Joëlle Milquet (CDH), ministre de l'Éducation.

P.BNET.D.C.I